



L'économie...



>> Interviews

propos recueillis par **Yannick Urrien**



L'addition de la Covid-19 sera salée : il est urgent de réformer l'État.

Eudes Baufreton, délégué général de Contribuables Associés :

« Il n'y a pas d'autre solution que de réduire le champ d'intervention de l'État. »

L'association Contribuables Associés vient de publier un programme pour réformer la France et sortir de cette spirale infernale des dépenses publiques. L'addition de la Covid-19 sera salée et, à la rentrée, il faut s'attendre à de nombreuses faillites car le confinement aura mis à terre de nombreuses petites entreprises.

L'Hebdo-Bourseplus :

Après toutes ces dépenses, avec chaque jour de nouvelles annonces, tout le monde se demande maintenant qui va payer...

Eudes Baufreton :

La réponse est simple : c'est le contribuable. Les ménages comme les entreprises, puisqu'à travers la dette toutes les dépenses sont faites par l'État au nom des Français, car l'État ne possède rien. C'est un tiers de confiance auprès des marchés financiers parce que la dette n'est qu'un impôt différé. Contrairement à toutes les âneries que l'on peut entendre, notamment sur le fait que la dette ne sera pas payée et que l'on va mettre les marchés financiers à genoux - c'est totalement faux, parce que, si les marchés financiers pensaient une seule seconde que l'État n'allait pas rembourser, ils arrêteraient immédiatement de nous prêter - c'est parce que les marchés financiers savent que ce sera remboursé, qu'ils continuent de nous prêter de l'argent. Donc, l'État a servi d'intermédiaire pour que l'économie trébuche, mais ne tombe pas. La question est de savoir si le remède ne va pas être pire que le mal. On voit bien que plus on dépense au nom des Français, plus cela va coûter cher et on va se relever moins vite. Il est vrai que les mesures de soutien ont permis d'absorber le choc, mais la question est de savoir si l'État est plus efficace que des acteurs privés pour mettre en place des mesures au service des Français. Avec toute cette technocratie et toutes ces charges, on peut douter fortement que l'État soit le mieux placé pour aider. Aujourd'hui, c'est ce qui se dégage de la manière dont la crise est gérée et l'on peut douter fortement de l'efficacité de l'État. J'entends dire partout qu'Emmanuel Macron est un libéral, mais c'est totalement faux. C'est un étatiste. Il essaie de faire en sorte que seul l'État apporte une réponse à la situation sanitaire et économique. Or, l'économie n'a pas besoin de l'État pour vivre correctement. C'est même tout le contraire. Car, chaque fois que l'État met son nez dans l'économie, cela part de travers.

Bercy s'efforce de se montrer rassurant en expliquant que les impôts ne seront pas augmentés et dément catégoriquement toute idée de prélèvement sur l'épargne des Français. Gérald Darmanin indique que tout cela sera financé par la croissance et le dynamisme économique...

J'aimerais que cela soit vrai... Mais, malheureusement, les promesses n'engagent que ceux qui les croient, puisque l'argent qui est emprunté doit être remboursé. La machine économique tourne au ralenti, et parfois plus du tout. Donc, l'État a versé le chômage partiel, ce qui est une bonne mesure dans un certain nombre de cas, évidemment. Mais, en même temps, il n'y a plus de recettes fiscales, donc l'État ne percevra plus ces recettes. C'est comme une entreprise : s'il y a moins de rentrées, l'État ne pourra pas faire face. Le ministre de l'Économie pense que la croissance va repartir tellement vite que cela va combler les pertes. Mais c'est totalement faux et l'on a souvent vu dans différentes périodes que ce sont les pays qui ont le moins de dépenses de charges et d'infrastructures, comme l'Allemagne en ce moment, qui repartent le plus vite.

Sans compter l'éventuel retour du mouvement des Gilets jaunes, qui risquent de paralyser une nouvelle fois le commerce dans les mois qui viennent...

C'est la raison pour laquelle ce propos sur les impôts qui n'augmenteront pas n'est pas tenable. Un certain nombre de communes se sont organisées pour ouvrir les écoles, avec des plans d'accueil qui coûtent de l'argent, d'autres communes achètent des masques, il y en a qui cherchent à aider leurs artisans et leurs commerçants... Toutes ces mesures seront forcément payées par le contribuable. La question qui va se poser est de savoir qui va être en mesure de payer ces futurs impôts. Comme à chaque période de crise, je pense que c'est le moment de mettre en place un programme de gouvernement avec des réformes permettant de redresser la France. Il n'y a pas d'autre solution que de réduire le champ d'intervention de l'État.

Pourtant, le grand public perçoit le reflet inverse de la réalité et il estime que l'État n'est pas suffisamment fort...

Nous sommes dans une économie capitaliste. Ce n'est pas le meilleur système, mais en tous cas c'est le meilleur des plus mauvais et l'on voit bien que les communistes et les dictatures ne sont pas des systèmes qui fonctionnent. On a besoin d'un État garant et pas d'un État gérant. Le problème, c'est que l'État veut être partout et s'occuper de ce qui ne le regarde pas. Il y a une centralisation des décisions, avec des technocrates qui gagnent 10 000 à

15 000 euros par mois et qui savent mieux que les Français ce qu'il leur faut, qui savent mieux que les entreprises ce qu'il faut faire, alors qu'ils n'ont jamais créé le moindre centime de valeur ajoutée. L'Allemagne s'en est mieux sortie, parce que l'État allemand n'est pas centralisateur, parce qu'après la Seconde Guerre mondiale plus personne ne voulait avoir un État fort capable de reproduire une seconde fois ce qui s'était passé avec Hitler. Donc, l'Allemagne est très décentralisée. Le principe de subsidiarité marche à plein régime. Ce principe consiste à dire qu'au niveau local il doit y avoir des institutions qui doivent gérer au plus proche des gens. Quand ce sont les entreprises qui s'occupent directement de la formation professionnelle, elles savent quels sont les profils et les formations qu'il faut mettre en place et c'est la raison pour laquelle le taux de chômage est faible en Allemagne. En France, tout est décidé par des technocrates à Paris, comme par des syndicalistes qui ne travaillent pas et qui vivent de l'argent public. Alors, comment peuvent-ils produire les outils nécessaires permettant de faire tourner la machine économique ? En Allemagne, il y a un tissu industriel, avec des salariés qui ont reçu les bonnes formations, alors qu'en France il y a une déconnexion totale avec la réalité du terrain.

Êtes-vous optimiste en pensant que nous pourrions mener ces réformes ?

Oui, parce que nous n'aurons pas le choix. Peut-être qu'il va falloir toucher le fond de la piscine, avec les créanciers qui vont nous imposer des réformes structurelles. Cela a été douloureux pour la Grèce, mais à l'arrivée ils ont remonté la pente. La France ne pourra pas vivre à crédit en permanence. On peut encore le faire parce qu'il y a la planche à billets de la BCE. J'ajoute que la gestion de la crise sanitaire va faire apparaître des distorsions entre les pays qui ont réussi à mettre des moyens différents au service des entreprises, en laissant tourner l'activité et en fournissant des masques à la population, donc ils ont mis sur l'économie pour éviter la crise économique et la crise sociale. Nous allons avoir deux grands blocs, avec les pays du Nord d'un côté et, de l'autre, les pays du Sud, dont la France. Et les pays du Nord ne voudront pas payer pour les pays du Sud. On arrive au bout d'un système. On va toucher le fond de la piscine, malheureusement, et nous n'aurons pas d'autre solution que de nous alléger pour remonter.



Huawei, serait-elle aux mains de Pékin pour pirater la recherche des vaccins contre le Covid-19 ?

D'après le FBI et le Department of Homeland Security des États-Unis, des cyberacteurs liés à la Chine ont tenté d'obtenir illégalement de précieuses données de propriété intellectuelle et de santé publique en rapport avec les essais des vaccins et les traitements, auprès de réseaux et de personnel affiliés à la recherche liée à COVID-19. Les agences américaines ont également averti que les institutions et les entreprises impliquées dans la recherche des vaccins contre le Covid-19, fabrication des traitements et des tests pour dépister le nouveau coronavirus devraient prendre des mesures de sécurité supplémentaires pour protéger les données et tout simplement être conscientes de la menace potentielle. Selon David Stupples, professeur d'ingénierie électronique à la City University of London : « Depuis 20 ans nous savons que la Chine est activement engagée dans la cyber-espionnage et la cyber-surveillance. L'objectif de la Chine est d'avoir accès à la planification stratégique de l'État et de l'armée, à la planification commerciale et des affaires et, surtout, à la propriété intellectuelle et aux résultats de la recherche. La Chine aspire à diriger le monde dans tous les domaines afin d'accroître ses ambitions de superpuissance, et cela s'avère être une grande réussite. Ce pays a investi plus que tout autre pays dans l'espionnage et dans les cyberactivités illicites. La Chine est considérée comme un leader mondial dans la technologie qui sous-tend ces activités, et dans la formation d'un grand nombre de personnes pour orchestrer le tout. Les récentes allégations contre la Chine devraient être examinées dans le contexte plus large de sa quête pour le contrôle global de « l'Internet of Everything » (IoE) et du rôle joué par le géant des télécommunications Huawei. Bien qu'il n'y ait pas de preuve directe que Huawei soutient les activités d'espionnage et de surveillance, on soupçonne depuis longtemps que la société fait partie de l'omniprésente machine d'espionnage étatique chinoise - rien ne peut se passer

On va continuer de subir les tribunes de Nicolas Hulot et de nombreux économistes de gauche, jusqu'à Vincent Lindon, avec toujours le même discours moralisateur sur la répartition des richesses...

Un certain nombre de Français ne vont plus rien avoir à perdre. Nous ne sommes pas encore dans le choc économique mais, d'ici à la fin de l'été, la période bienheureuse va disparaître et le principe de réalité va s'appliquer, avec des faillites et du chômage. La dynamique ne sera plus la même et les gens n'auront plus rien à perdre. Il faut proposer des alternatives. Les gens pensent encore qu'il n'y a que l'État qui peut les sauver, parce qu'ils n'ont aucune alternative. Il faut des alternatives crédibles et nous sommes en train de travailler avec des intellectuels, des économistes et des entrepreneurs pour rédiger un grand plan de réforme qui traitera de tous les domaines. Cela va s'appeler « Réformer pour libérer ». Vincent Lindon est très probablement sincère dans sa démarche mais, là où il se trompe, c'est dans les remèdes. Plutôt que d'aller chercher une énième fois dans la poche des gens, avec la création d'une nouvelle taxe, commençons par supprimer tous les gaspillages d'État. Il y a des dizaines de milliards d'euros qui partent en fumée chaque année, comme

en Chine sans l'approbation du gouvernement central. Cela dit, rien ne serait plus simple que de planifier et d'exécuter des activités d'espionnage et de surveillance dans le monde entier, si la RPC contrôlait une grande partie de l'infrastructure mondiale des communications. Huawei est en train de devenir le premier fournisseur dans la plupart des pays. Une fois en place, le grand plan de contrôle de « l'IoE » sera achevé. Nous sommes témoins du succès de cette stratégie, car la Chine cherche à accéder à toutes les recherches pharmaceutiques du monde entier et à les copier dans le but de contrôler le virus et les résultats de l'épidémie dans le monde entier. Chaque pays deviendrait alors dépendant de la Chine pour guérir les maux du monde ».

Sur ce même sujet, Enrico Bonadio, maître de conférences en droit de la propriété intellectuelle à la City University of London, souligne : « Il n'est pas surprenant que le président Donald Trump soutienne et alimente des accusations selon lesquelles le gouvernement chinois pourrait voler les résultats des recherches actuelles et les secrets connexes concernant les vaccins COVID-19. Au cours des dernières décennies, les États-Unis se sont souvent plaints du vol de la propriété intellectuelle par la Chine, allant des produits pharmaceutiques aux films d'Hollywood et de Disney, sans parler de la mauvaise appropriation des logiciels et du piratage de la musique sur Internet. Il s'agit d'une tension sans fin. Les relations ont atteint un point bas à la fin des années 2000 lorsque les États-Unis ont poursuivi la Chine devant un tribunal de l'OMC pour le prétendu manquement de cette dernière à certaines obligations de protection des droits d'auteur étrangers et de garantie que les contrevenants professionnels à la propriété intellectuelle s'exposent à des sanctions pénales. L'action en justice des États-Unis n'a toutefois abouti qu'en partie ».

les subventions aux associations. Certaines ont des projets qui ne verront pas le jour, mais la subvention va quand même tomber. Il aurait été de bon sens de réaffecter cet argent à l'économie. C'est loin d'être anecdotique puisque cela représente 25 milliards d'euros. Les subventions au cinéma atteignent des milliards d'euros qui servent à payer les cachets exorbitants des premiers rôles, donc de Vincent Lindon aussi... Après, il est facile d'aller donner des leçons aux Français pour annoncer la création d'une nouvelle taxe. Sur le statut des hauts fonctionnaires, nous avons lancé une pétition pour un appel à la solidarité avec les artisans et les commerçants. Ces gens gagnent des montants délirants : par exemple, Jacques Toubon a plus de 20 000 euros par mois entre sa retraite et sa fonction de président de Défenseur des droits, et la présidente de France Télévisions gagne 40 000 euros par mois... J'ai de nombreux exemples similaires. Bien entendu, je ne confonds pas la haute fonction publique avec les infirmières et les forces de l'ordre. Alors, commençons par réduire la taille de l'État et que l'État donne l'exemple en se serrant la ceinture au moins à hauteur de ce qu'il demande aux Français. À ce moment-là, la crédibilité du gouvernement se renforcera. ■